



INTEGRALITE DE L'INTERVIEW DU  
PRESIDENT DU THINK TANK CEIDES, DR  
CHRISTIAN POUT, IN CAMEROON TRIBUNE  
(PARUTION DU LUNDI 13 01 2020, PAGE 5)

Propos recueillis par Jean Francis Belibi

**1 –** Dr, dans sa réponse aux vœux du corps diplomatique jeudi dernier, le président de la République est revenu sur un certain nombre de maux qui minent les rapports entre Etats et qui tendent à les conduire vers des égoïsmes dans un monde qui se veut pourtant globalisant ?

Comme vous le savez, la réponse du président de la République aux vœux que lui adresse le Corps diplomatique est généralement l'occasion pour lui de présenter « l'Etat du monde » selon une perspective camerounaise. Le discours prononcé le 09 janvier 2020 a ainsi passé en revue les grands défis et enjeux internationaux, régionaux et a formulé notamment quelques préconisations et émis une très forte recommandation. S'agissant particulièrement des grandes questions auxquelles le monde est confronté, l'analyse présidentielle a, sans surprise et fort pertinemment, indexé les challenges consubstantiels à l'évolution contemporaine de la vie internationale que sont le terrorisme, les changements climatiques, les mouvements migratoires non régulés, la montée du populisme. Elle a également mis le doigt sur des thèmes qui émergent au bout d'un questionnement plus fin sur la marche du monde. Il s'agit de la remise en question du multilatéralisme, des guerres commerciales entre grandes puissances, de la montée de la méfiance entre Etats et des incompréhensions croissantes entre gouvernants et gouvernés à l'intérieur des Etats. Ce tableau reflète avec justesse la situation globale où la logique de fragmentation semble avoir pris le pas sur l'approche des biens communs que les pays du Nord comme ceux du Sud, conscients de leur communauté de destins s'employaient à promouvoir en étant prêts à faire taire leurs divergences pour rechercher, chacun suivant ses capacités, des compromis efficaces sur les problématiques affectant le plus grand nombre. La COP 21 de Paris avait été une illustration de cette volonté de convergence dont l'érosion est, hélas, de plus en plus visible dans les relations internationales comme dans la diplomatie de ces dernières années où le « brouhaha de la puissance » laisse s'évanouir peu à peu l'idéal d'un monde ordonné par le dialogue et la négociation.

**2 –** Est-ce cela qui explique que tout ce qui est entrepris depuis plus d'une décennie pour essayer de lutter contre des phénomènes comme les changements climatiques reste sans effet jusqu'à ce jour ?

Il faut rappeler que le multilatéralisme onusien a été conçu comme un mode d'administration de la puissance, le monde ayant fait les frais à travers deux conflagrations de la volonté d'instaurer une hégémonie par la guerre. Le multilatéralisme peut être décrypté tantôt comme modalité de mise en œuvre d'une paix d'équilibre ou mieux encore d'une paix de directoire, qui n'a cessé

de subir progressivement des contestations par «la périphérie » que représentait alors ce qu'il était convenu d'appeler le Tiers-Monde qui réclamait un nouvel ordre économique mondial et dénonçait « les dérives oligarchiques » d'une diplomatie de connivence à l'échelle internationale, pour reprendre des termes du Professeur Bertrand Badie. Après la fin de la guerre froide en 1991 la diplomatie multilatérale s'est donnée à voir dans les grandes conférences mondiales sur des enjeux autres que stratégiques: environnement, économie, aide au développement, droits humains. C'est ainsi que, par exemple, 178 Etats étaient représentés à Rio de Janeiro au Brésil en 1992 lors de la conférence sur l'environnement et le développement des Nations unies qui a abouti à l'adoption de la convention cadre sur les changements climatiques. Dans le même sillage, on peut rappeler d'autres prouesses de la diplomatie multilatérale notamment le cycle d'Uruguay du General Agreement on Tariffs and Trade (GATT) qui rassembla 164 Etats et déboucha en 1994 à Marrakech sur la création de l'OMC ou bien la quatrième conférence mondiale sur les droits des femmes qui rassembla 189 Etats en 1995 à Pékin ou encore le Sommet du Millénaire qui, en 2000 permet aux 189 Etats membres de l'ONU d'adopter les OMD. Dans un contexte de crise du multilatéralisme qui consacre l'émiettement des stratégies et des cadres de dialogue, il ya manifestement la tentation pour certains acteurs de recourir exclusivement, à la logique de puissance. Ainsi, les grandes concertations où la diplomatie prenait toute sa place à travers la négociation et la quête acharnée de compromis produisent des résultats de plus en plus mitigés. Il faut néanmoins espérer que, sur la question cruciale des changements climatiques, la réalité dévastatrice des menaces qui pèseraient sur le monde entier si les blocages et le manque de volonté d'agir persistent puisse générer un effet fédérateur soutenu aussi par les mobilisations de la société civile et l'engagement des acteurs non-étatiques afin que les choix qui s'imposent soient faits et la dynamique de retour au statu quo ante ouverte par le retrait des USA inversée.

**3 - Le président Paul Biya a également relevé les tensions commerciales perceptibles entre les grandes puissances. Quel peut être leur impact sur le développement des pays comme le nôtre ?**

En termes d'analyses, comme le remarque Dominique David, la recomposition en cours du système international c'est aujourd'hui la compétition entre acteurs qui estiment que le système actuel ne garantit plus leur prééminence (USA), ou qui veulent peser plus en redéfinissant le système selon leurs normes (Russie, Chine) ou encore jugent que le retour à la logique de puissance est dangereux

pour leurs forces limitées (Europe, Afrique) ou enfin pensent que le système global ne rend pas justice aux besoins d'équilibres locaux (puissances régionales, ici ou là). Dans ce contexte, la compétition sino-américaine apparaît de plus en plus clairement comme le phénomène structurant du système international des prochaines décennies. Il y a d'un côté l'affirmation constante d'une grande stratégie américaine assise sur deux leviers que sont la supériorité militaire (720 milliards de dollars de dépenses militaires en 2018) et la supériorité technologique et de l'autre côté l'ambition chinoise clairement dévoilée à travers notamment les initiatives « Made in China 2025 » et la « Belt and Road Initiative ou nouvelles routes de la soie » d'étendre ses tentacules dans le monde entier. Les deux superpuissances partagent le même appétit pour les ressources naturelles du continent africain mais leur faible degré de convergence diplomatique sur différents dossiers transporte inévitablement leurs rivalités sur le théâtre régional où le domaine privilégié par l'une subit une forme de désintérêt de l'autre. Un pays comme le Cameroun doit être particulièrement attentif aux tensions géopolitiques engendrées par les guerres commerciales entre la Chine et les USA ou entre la Chine et l'Union Européenne. Elles pourraient sur le terrain des industries d'avenir et de l'économie numérique avoir des répercussions négatives importantes. On sait également que la bataille sur les taxes douanières (1300 produits chinois soit 50 milliards de dollars en avril 2018 puis 200 milliards de dollars entre septembre 2018 et janvier 2019) des produits a entraîné en Chine un relatif tassement de la croissance à 6,1% (Agence de notation Fitch) qui pourra affecter le soutien de ce pays aux programmes de développement dans lesquels il est engagé en Afrique et au Cameroun. Sur un autre aspect, la relative fermeture des marchés des pays industrialisés peut entraîner une offensive des produits d'une Chine en surcapacité industrielle sur les marchés africains. Cette situation pourrait compromettre les projets des entrepreneurs locaux et renforcer la dépendance des marchés africains. Je ne peux manquer de rappeler ici l'exemple de la zone UEMOA où l'agenda de transformation du coton en textile lancé par les Chefs d'Etats à Ouagadougou en 2003 et qui avait pour ambition de passer en 10 ans d'un taux de transformation de la fibre de coton de 3 à 25% a été compromis en raison de la mauvaise gouvernance des usines de textile certes mais aussi et surtout de l'ouverture brutale du marché ouest-africain aux friperies occidentales et au textile chinois. L'attention doit également être portée sur le fait que les industries chinoises pour éviter les droits de douane qui leur sont désormais imposés pourraient choisir de délocaliser en Afrique et ruiner les efforts de mise en place de capacités industrielles locales.

**4 – Quels sont les contours que peut prendre la Conférence internationale de haut niveau suggérée par le président de la République pour jeter les bases d'une mondialisation qui mette l'homme et l'environnement au cœur du développement économique ? Qui peut prendre l'initiative d'une telle rencontre ?**

Permettez-moi de commencer par signaler que la critique de la mondialisation et la nécessité de la réinventer pour ré-enchanter le monde et les relations internationales est partagée depuis de nombreuses décennies par d'éminents chercheurs de renommée internationale. Dans ce sens, on peut lire avec intérêt la dernière publication (septembre 2019) du prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz intitulée « Peuple, pouvoir et profits. Le capitalisme à l'heure de l'exaspération sociale ». Il y développe une critique forte du néolibéralisme. Il dénonce la foi aveugle dans les marchés libres et sans entraves. Il fustige la mondialisation qui étrangle les pays en développement. Il met en garde contre le creusement des inégalités et la récupération de la mauvaise gestion de mondialisation par des démagogues qui arrivent au pouvoir en vendant l'illusion de réductions d'impôts massives aux victimes de la désindustrialisation. Il y a une indéniable convergence de vues entre ce courant animé par des universitaires jouissant d'une très grande notoriété et les constats et préconisations présidentiels esquissés le 09 janvier. La conférence internationale pour l'acte 2 de la mondialisation est donc une nécessité, elle est même, en dépit des dysfonctionnements du multilatéralisme, une urgence à considérer avec le sérieux que la situation globale actuelle impose. Au niveau du Think Tank CEIDES, nous avons toujours souhaité que Yaoundé à l'instar de Dakar, ou plus récemment d'Assouan en Egypte se positionne résolument en terre d'accueil pour une rencontre thématique d'intérêt stratégique et à portée mondiale. Je dois également rappeler que la diplomatie est dite multilatérale stricto sensu lorsqu'elle met en relation un minimum de trois Etats. Le succès de la mise en œuvre de la volonté présidentielle ne doit donc pas s'envisager exclusivement (pour l'immédiat tout au moins) sous le format des grandes conférences du type Rio, Pékin, Paris ou Sommet du Millénaire. L'objectif de faire passer le souhait du Chef de l'Etat du stade de l'idée à un projet et de le réaliser devrait très rapidement mobiliser la diplomatie camerounaise qui pourrait s'associer à des laboratoires d'idées pour en élaborer la note conceptuelle, en dégager les termes de référence détaillés ainsi que les déclinaisons thématiques. Ce travail de base pourrait ensuite être présenté dans les cadres d'échanges diplomatiques bilatéraux et multilatéraux où le jeu de mobilisation des soutiens en sa faveur pourrait être amorcé sous la forme d'une résolution au sein des instances politiques des organisations auxquelles notre pays appartient. Cette démarche serait perçue avec davantage de crédibilité si Yaoundé s'engage à accueillir les

rencontres préparatoires et la première édition de cette noble initiative qu'il faudra ensuite s'employer à maintenir dans l'agenda mondial pour que les résultats attendus soient visibles à moyen ou long terme. Ce sujet intéresse les Etats et leurs leaders certes mais également l'ensemble des autres acteurs non-étatiques (Organisations Internationales, Entreprises, ONG, Associations, Universités, Artistes, etc.) de la scène internationale. En somme, je suis convaincu que le souhait présidentiel peut se réaliser dans une combinaison habile entre diplomatie classique et diplomatie d'influence pour faire déjà de Yaoundé d'ici quelques mois le laboratoire international d'une nouvelle mondialisation.

**5 – Le chef de l'Etat appelle à un resserrement des liens entre les pays, notamment ceux du bassin du lac Tchad, pour faire face à la lutte contre la secte BokoHaram. Qu'est-ce qui peut expliquer le regain de vitalité de celle-ci alors que l'on semblait aller vers son éradication ?**

Effectivement, comme nous le notions déjà dans notre publication intitulée « BokoHaram au Cameroun : quelles nouvelles dynamiques ? », il y a depuis le mois de juillet 2018 une sorte de retour plus ou moins fort de BokoHaram dans l'ensemble du bassin du Lac Tchad alors que l'action déterminante de la force multinationale mixte (FMM) lui avait infligé des pertes significatives et que l'heure semblait être venue de s'engager parallèlement dans les actions de stabilisation et de relèvement communautaire. Les Sommets extraordinaires de la CBLT en novembre 2018 et décembre 2018 respectivement à N'Djamena au Tchad et Abuja au Nigeria avaient déjà tiré la sonnette d'alarme. Les clés de la compréhension de la résistance de BokoHaram sont à rechercher dans sa mutation interne, sa capacité croissante à s'adapter à la nature de la riposte militaire orchestrée par la FMM et les armées nationales, les difficultés de ces dernières qui pour celle du Cameroun par exemple évolue en contexte polycrises, l'insuffisance des réponses apportées aux causes profondes de l'extrémisme violent et un affaiblissement de la solidarité et de la mobilisation internationale pour soutenir les pays confrontés à cette organisation terroriste. Il me semble que là aussi, une rencontre au Sommet tant entre les Chefs d'Etats-majors des armées qu'entre les Chefs d'Etats des pays de la CBLT et leurs partenaires pourrait renforcer les bases de la coopération indispensable pour donner un second souffle à cette lutte anti-terroriste qui doit se poursuivre en même temps que les conditions seront progressivement créées pour un enracinement, au cœur des relations Etats/Société et Armée/Nation, de la culture

du dialogue qui est centrale dans le travail de prévention de l'extrémisme violent.

**Dr Christian POUT, Président du Think Tank CEIDES, Directeur du séminaire de Géopolitique africaine à l'Institut Catholique de Paris.**